

# "L'Économie Sociale et Solidaire : Vecteur de la transformation sociale et écologique ?"

avec Jean-Paul Pla

("suscitateur" en économie sociale et solidaire)

Jeudi 22 novembre 2018 de 20h30 à 23h

Salle de réunion n°1 de la Maison des Associations  
(3, place Guy Hersant, Toulouse, métro Empalot)

Dans *Au-delà de la propriété, pour une économie des communs*, Benoît Borrits plaide pour unifier deux démarches qui jadis s'excluaient : l'autogestion locale et la planification globale.

Ne pourrait-on pas en effet, comme le dira Jean-Paul Pla, unir du local au global, la transformation sociale et écologique et l'initiative personnelle ? En somme réconcilier Marx et Proudhon en conjuguant deux enjeux principaux qui sont :

- Asseoir le développement économique et social sur une gouvernance associant les personnes concernées afin qu'elles puissent décider de ce qu'elles doivent produire, vendre et distribuer : que la démocratie ne s'arrête plus aux portes des entreprises, privées comme publiques !
- Favoriser l'émergence d'une organisation économique où l'écart des salaires soit limité à 4 fois le SMIC (la loi de 2017 limite déjà l'obtention de l'agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) à un plafond de 7 fois le SMIC) et où la distribution équitable des bénéfices fasse partie d'un cadre légal.

Car pourquoi ne pourrait-on pas concrètement se libérer de la toute puissance d'une valeur fixée par le marché, de la rentabilité à court terme et des formes de management imposées par la concurrence ? Imposer le faire d'abord localement, puis à l'échelle nationale et européenne :

Après l'exemple de la Verrerie Ouvrière d'Albi défendue par Jaurès, les pratiques des SCOP (la Coopérative Scop TI dite *1336 à Gémenos* réunissant une soixantaine de cigales) et des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) montrent que ce n'est pas une utopie si la volonté se réalise :

Jean-Paul Pla nous parlera aussi d'une coopérative d'Ariège et d'une commune andalouse, *Marinaleda* dont les « sans-terre » finirent, après plus de 10 ans d'occupation de terres, de répression, de violences du pouvoir, de privations, par arracher 1 200 hectares au duc de l'Infantado, grand propriétaire dont les domaines s'étendaient à l'infini.

Depuis, Marinaleda a créé un mode de fonctionnement non capitaliste : égalité des salaires, auto-construction de logements de 90 m<sup>2</sup> loués 15€ par mois, services à la population gratuits, pas de chômage, décisions prises en assemblées générales de la population (40 à 50 par an).

La communauté s'est dotée d'une usine coopérative : fabrication d'huile d'olive.

Alors, pourquoi eux et pas nous ?